

## Du pétrole pour quel développement ? Les cas du Guatemala et de l'Équateur

Bernard Duterme (CETRI)

En Amérique latine, trois pays figurent parmi les principaux producteurs mondiaux de pétrole : le Mexique (7e), le Venezuela (12e) et le Brésil (13e). A lui seul, le Venezuela dispose en outre des deuxièmes plus importantes réserves au monde, derrière l'Arabie saoudite. A côté de ces trois géants latinos, l'Argentine (25e producteur mondial), la Colombie (26e) et l'Équateur (31e) peuvent être considérés comme des pays producteurs moyens, même si, en matière de « réserves prouvées », l'Équateur apparaît dans le top 20 mondial, malgré l'étroitesse relative de son territoire. Le Guatemala (81e producteur, 73e réserves) figure lui résolument parmi les petits producteurs.

Ces deux derniers États - l'Équateur (280 000 km<sup>2</sup>) et le Guatemala (110 000 km<sup>2</sup>) - n'affichent donc pas vraiment le même profil en matière de production et de réserves pétrolières. Ils englobent par contre, l'un comme l'autre, une forte population indigène ou d'ascendance indigène (entre 40 et 60% de la population totale, selon des estimations forcément controversées<sup>1</sup>), et éprouvent de sérieuses difficultés à concilier respect de ces populations, sauvegarde de leurs territoires et exploitation des richesses du sous-sol. Dans chacun de ces deux pays, la tension socio-environnementale autour de l'extraction pétrolière a enregistré des évolutions significatives en 2013.

### Au Guatemala, Perenco a les mains libres

Au Guatemala, l'essentiel (95%) de la production de pétrole (13 000 barils/jour) est aux mains de l'entreprise franco-britannique Perenco, qui exploite depuis 2001 une quarantaine de puits (et une raffinerie) au cœur même de l'une des régions théoriquement les plus protégées d'Amérique latine : le parc national Laguna del Tigre, enclavé lui-même dans la « Réserve de biosphère maya » établie par l'Unesco dans le département du Petén, les basses-terres du Nord du pays. Considérée comme le dernier poumon vert de l'isthme centro-américain, cette réserve est aussi la deuxième « zone humide » la plus importante du continent, préservée pour sa haute biodiversité. Le pétrole qui en est extrait depuis plusieurs décennies est un « pétrole lourd », surtout utilisé pour l'asphaltage et quasi entièrement exporté vers les États-Unis, via un pipeline qui traverse la moitié du pays jusqu'à sa côte atlantique.

A en croire la transnationale Perenco et le gouvernement guatémaltèque, qui lui a reconduit en 2010 la concession pour 15 ans, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes : les activités d'exploration et d'extraction sont appelées à se développer, l'État national en profite largement sur le plan fiscal, les populations locales jouissent des largesses de l'entreprise (« *dons de combustibles, de médicaments, de 6000 pupitres d'école par an* »...) et l'environnement naturel immédiat bénéficie de programmes de reforestation à charge de la société pétrolière (pourtant non responsable, selon elle, du déboisement du parc national, « *causé par les communautés de migrants illégaux* »<sup>2</sup>).

La réalité est autre. Tout le monde le sait au Guatemala, y compris justement les premiers responsables de l'État qui, pour permettre la reconduction de la concession Perenco en 2010, ont illégalement modifié le « Plan maestro del Parque Laguna del Tigre 2007-2011 » qui y interdisait officiellement le développement d'activités pétrolières, en raison de leurs impacts négatifs (pollutions de l'air, des eaux et des sols, déboisement...). L'affaire a été jugée (peine de prison pour le directeur du « Conseil national des aires protégées »), puis diluée et étouffée. Perenco poursuit en toute impunité. Et vient d'ailleurs de se voir offrir, en juillet dernier, de nouveaux permis d'exploration dans les régions voisines<sup>3</sup>. Pour Raul Maas, directeur de l'Observatoire

1 . CETRI, *L'avenir des peuples autochtones*, 2000.

2 . [www.perenco.com](http://www.perenco.com).

3 . « Adjudican seis areas petroleras por 25 anos », *Prensa libre*, 6 juillet 2013.

environnemental de l'Université Landivar, ce cas, documenté par ses services, n'est que « *la pointe émergée de l'iceberg de corruptions et de collusions entre élites politiques et économiques dans l'exploitation des ressources non renouvelables du Guatemala* »<sup>4</sup>.

En réalité donc, l'exploitation pétrolière affecte bien plus qu'elle ne protège les populations locales et leur environnement, et de surcroît bénéficie très peu aux impôts nationaux, dont les taux restent dérisoires. La plupart des communautés rurales concernées - surtout des Mayas Q'eqchi - proviennent de vagues successives de migration interne, en quête de parcelles à cultiver ou réfugiées des massacres « anti-insurrectionnels » perpétrés par l'armée dans les années 1980. Dans l'attente désespérée d'une légalisation de leurs terres, elles survivent aujourd'hui misérablement au cœur d'une région toujours peu peuplée, mais en proie aux « mégaprojets de développement » du capital privé transnational. Parfois délogées ou menacées de l'être, elles subissent l'expansion des plantations de palmiers à huile dans le Sud du Petén, des installations hydroélectriques et pétrolières dans le centre et des accaparements touristiques dans le Nord du département.

Comble de la tension entre les intérêts de Perenco et les conditions d'existence des communautés indigènes, l'État guatémaltèque a aussi accepté de l'entreprise franco-britannique, en échange de la liberté d'opérer, une donation de 3 millions de dollars, plus 30 centimes par baril produit, pour le financement d'une unité de l'armée - « *el batallón verde* » - censée protéger la zone du narcotrafic (prolifère en effet dans cette région de transit isolée) et de la déforestation occasionnée par... les petits paysans. En réalité, « le bataillon vert » sert surtout à dissuader les communautés voisines des installations pétrolières, de toute contestation organisée<sup>5</sup>.

### **En Équateur, l'initiative Yasuní capote**

En Équateur, c'est le destin fatal de l'« initiative Yasuní » qui a fait l'actualité de la question pétrolière ces derniers mois. Pour rappel, en 2007, le président socialiste équatorien Correa proposait officiellement de laisser sous terre le pétrole du sud du parc national Yasuní (20% des réserves du pays), si la « communauté internationale », mobilisée alors sur l'agenda climatique, versait à l'Équateur, en compensation, la moitié des recettes de l'exploitation, estimées à plus de 7 milliards de dollars sur treize ans. Août 2013, six ans plus tard, les montants promis ou engagés n'atteignant pas même 10% des 3,6 milliards attendus, le président Correa jette l'éponge et ouvre la zone préservée (« *hotspot* » de biodiversité) aux forages et à l'extraction.

Du côté gouvernemental, on justifie : notre offre aurait pu éviter à l'humanité le rejet dans l'atmosphère de quelque 400 millions de tonnes de CO<sup>2</sup> (le volume estimé des émissions produites par la combustion du pétrole à extraire). Mais les pays développés, pourtant premiers responsables des changements climatiques, n'ont pas voulu consentir cet effort financier, rembourser leur « dette écologique ». Or, nous avons impérativement besoin de cet argent pour alimenter nos politiques sociales et éradiquer la pauvreté. Nous allons donc vendre ce pétrole. Les dommages collatéraux additionnels de cette nouvelle zone d'extraction seront minimes<sup>6</sup>.

A l'inverse, du côté des mouvements indigènes et des initiateurs mêmes de l'initiative Yasuní, on dénonce : en recourant aux mécanismes du « capitalisme vert » pour vendre le projet sur le marché international des « services environnementaux » et des « émissions évitées »<sup>7</sup>, le président Correa avait déjà altéré l'initiative originale. Mais en la mettant à mort aujourd'hui, il trahit l'esprit de la nouvelle constitution, les intérêts des peuples amazoniens, les « *droits de la nature* », le moratoire à

---

4 . *De traiciones a la Patria y corrupcion en Guatemala : el caso del petroleo en el Parque Nacional Laguna del Tigre*, Observatorio ambiental, Flacso - Universidad San Carlos - Universidad Landivar, 2012.

5 . Collectif Guatemala, *Perenco : explotar petrolero cueste lo que cueste*, octobre 2011.

6 . Lire notamment : T.Granizo, « Sobre el Yasuní », [www.movimientoalianzapais.com.ec](http://www.movimientoalianzapais.com.ec), 22 août 2013.

7 . CETRI, *Économie verte : marchandiser la planète pour la sauver ?*, 2013.

l'expansion de la frontière pétrolière et la volonté initiale de transformation de la structure économique du pays<sup>8</sup>. C'est en outre faire bien peu de cas, symboliquement, de la condamnation en appel en 2012 du géant états-unien Chevron-Exxon (à verser 9,5 milliards de dollars) pour pollutions massives et dommages sanitaires profonds causés en Équateur en 25 ans d'exploitation. Certes, les méthodes d'extraction ont évolué, mais les impacts en chaîne liés à l'expansion de l'industrie pétrolière pour l'Amazonie et ses populations restent hautement problématiques.

### **Alimenter le marché mondial**

Si au Guatemala, l'exploitation du pétrole, des sols et des sous-sols en général répond donc bien à un modèle de développement libéral autoritaire assumé comme tel, en Équateur, elle met au jour le clivage qui divise gauches politiques et sociales latino-américaines aujourd'hui : « néodéveloppementalisme » redistributif d'un côté, « écosocialisme » participatif de l'autre<sup>9</sup>. Dans les deux pays, les décisions prises consolident en tout cas la structure primaire et dépendante de leur économie : « extractivisme » et agroexportation<sup>10</sup>.

---

8 . Lire notamment : P.Ospina, « Carta abierta a un amigo sobre el Yasuní », [www.lalineadefuego.info](http://www.lalineadefuego.info), 27 août 2013.

9 . CETRI, *État des résistances en Amérique latine*, 2011.

10 . CETRI, *Emprise et empreinte de l'agrobusiness*, 2012 et *Industries minières : extraire à tout prix ?*, 2013.